ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 4 janvier 1984, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "fixant les dispositions particulières concernant l'attribution des grades du rang 13 ou d'un rang supérieur dans les diverses administrations du Ministère des Communications, en exécution de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat", a donné le 22 février 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 4e januari 1984 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de bijzondere bepalingen betreffende de toekenning van de graden van rang 13 of een hogere rang bij de verschillende besturen van het Ministerie van Verkeerswezen in uitvoering van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel", heeft de 22e februari 1984 het volgend advies gegeven :

## EXAMEN DU TEXTE.

### INTITULE.

L'intitulé pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"Arrêté ministériel fixant les conditions particulières d'accès aux grades des rangs 13 à 16 dans les différentes administrations du Ministère des Communications".

### PREAMBULE.

En ce qui concerne l'alinéa 1er, il y a lieu d'observer que la loi du 11 juillet 1975 n'a pas modifié l'article 36 de la loi du 1er juillet 1971 portant création de la R.T.M.; les mots "modifié par la loi du 11 juillet 1975" doivent donc être omis.

L'article 36 de la loi du 1er juillet 1971 permet aux agents de la Régie des transports maritimes, qui sont titulaires du diplôme d'ingénieur civil, de postuler certains emplois vacants à l'Administration de la marine et de la navigation intérieure.

L'article 3 de l'arrêté royal n° 241 du 31 décembre 1983 relatif aux mesures d'amélioration des résultats d'exploitation de la Régie des transports maritimes, publié au Moniteur belge du 13 janvier 1984, dispose : "L'article 36 de la loi du 1er juillet 1971 portant création de la Régie des transports maritimes (R.T.M.) est abrogé. Il reste toutefois applicable aux membres du personnel qui sont entrés en fonction avant l'entrée en vigueur du présent arrêté". Aux termes de l'article 9 du même arrêté, celui-ci est entré en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, soit le 13 janvier 1984.

.../...

L'alinéa 1er du préambule doit donc être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 1er juillet 1971 portant création de la Régie des transports maritimes (R.T.M.), notamment l'article 36 modifié par l'arrêté royal n° 241 du 31 décembre 1983;".

+

Les alinéas 2 et 3 seraient plus précis et plus concis s'ils indiquaient les articles conférant au Ministre le pouvoir de prendre l'arrêté en projet.

Ils pourraient être rédigés de la manière suivante :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 72, §§ 2 et 3, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 35, alinéa 1er, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969;".

+

L'alinéa 4 vise l'arrêté royal du 29 août 1969 établissant le classement hiérarchique des grades et la carrière du personnel de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure. Cet arrêté n'est pas le fondement légal du projet et il n'est pas nécessaire à la compréhension de celui-ci. L'alinéa 4 doit donc être omis.

+

L'alinéa 5 vise l'arrêté royal du 5 juillet 1973 relatif à la promotion et au changement de grade des agents du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, qui organise l'interpénétration entre les administrations du département pour les promotions à un grade classé au moins au rang 13.

Cet alinéa doit être omis pour les mêmes raisons que celles qui ont été indiquées à propos de l'alinéa 4.

+

A l'alinéa 6 (devenant l'alinéa 4), il convient, conformément à l'usage, de rappeler toutes les modifications apportées à l'arrêté ministériel du 14 septembre 1971. L'alinéa doit donc être complété par les mots "..., modifié par les arrêtés ministériels du 20 juillet 1972, du 10 octobre 1972, du 14 mars 1973, du 9 juillet 1973, du 25 septembre 1974, du 18 septembre 1978, du 1er juin 1979, du 16 mai 1980, du 24 septembre 1980 et du 25 mai 1981;".

+

La même remarque vaut pour l'alinéa 7, devenant l'alinéa 5, qui devrait être complété comme suit : "..., modifié par les arrêtés ministériels du 5 avril 1979, du 26 juillet 1979 et du 25 mai 1983;".

.../...

DISPOSITIF.

Article 1er.

Il serait plus simple et tout aussi précis de remplacer par le texte suivant les trois paragraphes qui constituent l'article 1er :

"Dans les différentes administrations du Ministère des Communications, les nominations aux grades des rangs 13 à 16 ont lieu aux conditions particulières fixées à l'annexe du présent arrêté".

Par rapport au texte du projet, le texte proposé présente l'avantage non seulement d'être plus bref, mais aussi de ne pas exclure les administrations ou les services qui pourraient être créés postérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet et dont les agents devraient, pour que le principe d'égalité soit respecté, être soumis aux mêmes règles que les agents des autres administrations ou services du Ministère des Communications.

Article 2.

Cet article est exagérément long. Il est suggéré de faire des deux premiers paragraphes un article distinct, et de grouper les autres dispositions dans des articles 3 et 4, selon les textes proposés ci-après :

"Article 2.-

§ 1er. Le Secrétaire général ou son délégué porte la vacance d'un emploi à conférer par promotion ou par changement de

.../...

grade à la connaissance des agents susceptibles d'être nommés, au moyen d'un avis que les intéressés sont invités à signer et à dater.

Les agents qui, pour quelque motif que ce soit, sont temporairement éloignés du service, sont avertis par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par la remise d'un exemplaire de l'avis contre accusé de réception.

§ 2. S'il échet, l'avis est envoyé au fonctionnaire qui dirige la Régie des transports maritimes. Celui-ci le notifie aux agents susceptibles d'être nommés.

Article 3.-

Le délai pour l'introduction des candidatures est fixé dans l'avis de vacance d'emploi.

Ce délai est de dix jours ouvrables au moins et de quinze jours ouvrables au plus. Il court le premier jour ouvrable qui suit le jour où l'agent a visé l'avis ou la date que porte le cachet de la poste.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche, un jour férié légal ou réglementaire, le délai est prorogé jusqu'au prochain jour ouvrable.

Le délai fixé pour l'introduction des candidatures est rouvert, pour la même durée, par le Secrétaire général ou son délégué, s'il est prouvé qu'un fonctionnaire susceptible d'être nommé a été empêché par force majeure de poser sa candidature en temps utile.

.../...

Article 4.-

La lettre de candidature, signée et datée, indique le nom, les prénoms, le grade du candidat et l'administration dont il relève, ainsi que l'emploi qu'il postule.

Elle est déposée directement au Service du personnel des Services du Secrétaire général (Services généraux). Ce service délivre à l'agent un accusé de réception".

Article 3 (devenant les articles 5, 6 et 7).

L'article 3 abroge, en premier lieu, l'article 3, § 3, de l'arrêté ministériel du 14 décembre 1978.

Il faut observer qu'en fixant les conditions d'attribution des grades du rang 13 ou d'un rang supérieur dans les diverses administrations du Ministère des Communications, l'arrêté ministériel en projet a, en outre, pour effet de réduire le champ d'application de l'article 3, § 1er et § 2, de l'arrêté ministériel du 14 décembre 1978, ces dernières dispositions cessant d'être applicables en cas de vacance d'un emploi du rang 13 ou d'un rang supérieur.

Pour rendre compte de ces modifications, de manière explicite, le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 6.- (1)

L'article 3, § 3, de l'arrêté ministériel du 14 décembre 1978 portant des dispositions particulières assurant aux Services du Secrétaire général, à l'Administration des transports, à l'Administration de l'aéronautique et au Commissariat général au tourisme du Ministère des Communications l'exécution de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Les paragraphes 1er et 2 cessent d'être applicables pour l'attribution des grades du rang 13 ou d'un rang supérieur".

+

L'article 4 du projet devrait se combiner avec l'abrogation de l'article 1er, § 2bis, de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1971, inséré par l'arrêté ministériel du 9 juillet 1973. C'est en effet ce texte qui dispose que "la notification de la vacance d'emploi est faite par le Secrétaire général ou son délégué, lorsqu'il s'agit de conférer un grade du rang 13 ou d'un rang supérieur" et, dans ce cas, les candidatures sont introduites directement au Service du personnel des Services généraux.

---

.../...

(1) Le texte proposé deviendrait l'article 6 car, comme d'usage, il faudrait procéder en premier lieu à la modification de l'arrêté royal le plus ancien en date.

Le texte suivant est proposé :

"Article 5.-

Dans l'arrêté ministériel du 14 septembre 1971 fixant les dispositions particulières assurant à l'Administration de la marine et de la navigation intérieure l'exécution de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et des arrêtés qui l'ont modifié ou complété, l'article 1er, § 2bis, inséré par l'arrêté ministériel du 9 juillet 1973, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2bis. Les paragraphes 1er et 2 cessent d'être applicables pour la publication des vacances d'emplois et l'attribution des grades du rang 13 ou d'un rang supérieur".

+

En ce qui concerne les deux derniers tirets de l'article 3, il conviendrait de mentionner les modifications apportées aux annexes des arrêtés ministériels du 14 septembre 1971 et du 14 décembre 1978.

Suivant la dernière phrase de l'article 3, troisième tiret, du projet :

> "Ces mentions (mentions se rapportant aux grades du rang 13 ou d'un rang supérieur) qui en vertu de l'article 41 de la loi du 1er juillet 1971 portant création de la Régie des Transports maritimes sont d'application aux agents de cette Régie, leur restent toutefois applicables tant que le Roi n'aura pas fixé le statut de ces agents".

.../...

L'article 41 de la loi du 1er juillet 1971 portant création de la Régie des transports maritimes dispose comme suit :

"Tant que le statut du personnel de la Régie ne sera pas fixé par le Roi, le statut des agents de l'Etat est d'application au personnel de la Régie, sans préjudice toutefois des règles statutaires spéciales prescrites pour les agents de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure".

L'intention du Gouvernement est d'abroger l'arrêté ministériel du 14 septembre 1971 pour l'Administration de la marine et de la navigation intérieure, mais de le maintenir en vigueur pour les agents de la Régie des transports maritimes.

C'est au Roi et non au Ministre qu'il appartient de fixer le statut des agents de la Régie des transports maritimes, en vertu de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

La dernière phrase de l'article 3, troisième tiret, doit donc être omise.

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

Sont abrogées les mentions relatives aux grades des rangs 13 à 16 :

1° dans l'annexe de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1971 fixant les dispositions particulières assurant à l'Administration de la marine et de la navigation intérieure l'exécution de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et des arrêtés qui l'ont modifié ou complété, annexe modifiée par les arrêtés ministériels du 20 juillet 1972, du 10 octobre 1972, du 14 mars 1973, du 9 juillet 1973, du 25 septembre 1974, du 18 septembre 1978, du 16 mai 1980, du 24 septembre 1980 et du 25 mai 1981;

.../...

2° dans l'arrêté ministériel du 14 décembre 1978, aux tableaux I à IV, modifiés par les arrêtés ministériels du 26 juillet 1979 et du 25 mai 1983".

ANNEXE.

En ce qui concerne l'accès par avancement de grade aux grades d'inspecteur général et de directeur d'administration, l'annexe prévoit l'application de l'article 39 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat.

Le Conseil d'Etat, section de législation, ne peut que se borner à rappeler que la légalité de la délégation consentie au Ministre par l'article 38, alinéa 1er, du même arrêté, délégation qui se retrouve dans l'article 39, alinéa 2, précité, dont le projet prévoit l'application, est critiquée par deux recours actuellement pendants devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

+

En ce qui concerne la condition particulière prévue pour la nomination au grade de directeur nautique, le projet fait référence à l'annexe de l'arrêté royal du 29 août 1969 établissant le classement hiérarchique des grades et la carrière du personnel de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure, alors que le projet d'arrêté royal examiné par le Conseil d'Etat sous le n° 15.763/2 tend à abroger cet arrêté.

+

En ce qui concerne l'accès par avancement de grade au grade de traducteur-directeur, il y a lieu de compléter la mention de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 par son intitulé : "relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat".

---

## ONDERZOEK VAN DE TEKST.

### OPSCHRIFT.

Het opschrift zou eenvoudiger zijn indien het als volgt werd gesteld :

"Ministerieel besluit tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden voor het verkrijgen van de graden van de rangen 13 tot 16 in de verschillende besturen van het Ministerie van Verkeerswezen".

### AANHEF.

In verband met het eerste lid valt op te merken dat de wet van 11 juli 1975 artikel 36 van de wet van 1 juli 1971 houdende oprichting van de Regie voor Maritiem Transport niet heeft gewijzigd; de woorden "gewijzigd bij de wet van 11 juli 1975" behoren dus te vervallen.

Artikel 36 van de wet van 1 juli 1971 maakt het mogelijk dat personeelsleden van de Regie voor Maritiem Transport die houder zijn van het diploma van technisch ingenieur, dingen naar sommige vacante betrekkingen bij het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart.

Artikel 3 van het koninklijk besluir nr 241 van 31 december 1983 betreffende maatregelen tot verbetering van de bedrijfsresultaten van de Regie voor Maritiem Transport bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 13 januari 1984, bepaalt : "Artikel 36 van de wet van 1 juli 1971 houdende oprichting van de Regie voor Maritiem Transport (R.M.T.) wordt opgeheven. Het blijft evenwel van toepassing op de personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit besluit in dienst

.../...

zijn getreden". Naar luid van artikel 9 van hetzelfde besluit, is dit in werking getreden op de dag dat het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, dat is op 13 januari 1984.

Het eerste lid van de aanhef behoort dus in dezer voege te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 1 juli 1971 houdende oprichting van de Regie voor Maritiem Transport (R.M.T.), inzonderheid op artikel 36, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 241 van 31 december 1983;".

+

Het tweede en het derde lid zouden nauwkeuriger en beknopter zijn als zij zouden opgeven welke artikelen de Minister de bevoegdheid voor het uitvaardigen van het ontwerp-besluit verlenen.

Zij zouden op de volgende wijze kunnen worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 72, §§ 2 en 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 35, eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969;".

+

.../...

Het vierde lid verwijst naar het koninklijk besluit van 29 augustus 1969 houdende vaststelling van de hiërarchische indeling van de graden en van de loopbaan van het personeel van het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart. Dat besluit is niet de rechtsgrond van het ontwerp en is ook niet nodig voor een goed begrip ervan. Het vierde lid moet dus vervallen.

+

Het vijfde lid verwijst naar het koninklijk besluit van 5 juli 1973 betreffende de bevordering en de verandering van graad van de personeelsleden van het Ministerie van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, dat voor de bevorderingen tot een graad die ten minste bij rang 13 is ingedeeld, de interpenetratie tussen de verschillende besturen van het departement regelt.

Dat lid moet vervallen om dezelfde redenen als die welke naar aanleiding van het vierde lid zijn opgegeven.

+

In het zesde lid (dat het vierde lid wordt) behoren, zoals gebruikelijk,alle in het ministerieel besluit van 14 september 1971 aangebrachte wijzigingen te worden vermeld. Het lid behoeft dus aanvulling met de woorden "..., gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 20 juli 1972, 10 oktober 1972, 14 maart 1973, 9 juli 1973, 25 september 1974, 18 september 1978, 1 juni 1979, 16 mei 1980, 24 september 1980 en 25 mei 1981;".

+

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor het zevende lid, dat het vijfde lid wordt en als volgt aangevuld zou moeten worden : "..., gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 5 april 1979, 26 juli 1979 en 25 mei 1983;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het artikel zou eenvoudiger en even nauwkeurig zijn als de drie paragrafen waaruit het bestaat door de volgende tekst werden vervangen :

"In de verschillende besturen van het Ministerie van Verkeerswezen geschieden de benoemingen tot de graden van de rangen 13 tot 16 onder de bijzondere voorwaarden vastgesteld in de bijlage bij dit besluit".

De voorgestelde tekst heeft op de ontworpen tekst niet alleen voor dat hij korter is, maar ook dat hij niet voorbijgaat aan de besturen of diensten die na het van kracht worden van het ontwerp-besluit opgericht zouden kunnen worden en waarvan de personeelsleden, wil het gelijkheidsbeginsel nageleefd zijn, onder dezelfde regeling zouden moeten vallen als de personeelsleden van de andere besturen of diensten van het Ministerie van Verkeerswezen.

Artikel 2.

Dit artikel is al te lang. Voorgesteld wordt van de eerste twee paragrafen een afzonderlijk artikel te maken en de overige bepalingen

.../...

overeenkomstig de hierna voorgestelde teksten samen te brengen in een artikel 3 en een artikel 4 :

"Artikel 2.-

§ 1. De Secretaris-generaal of zijn gemachtigde brengen de vacature van een door bevordering of door verandering van graad te verlenen betrekking ter kennis van de benoembare ambtenaren door middel van een bericht dat de betrokkenen verzocht worden te tekenen en te dagtekenen.

Ambtenaren die om welke reden ook tijdelijk uit de dienst afwezig zijn worden verwittigd bij een ter post aangetekende brief met ontvangbewijs of door afgifte, tegen ontvangbewijs, van een exemplaar van het bericht.

§ 2. In voorkomend geval wordt het bericht gezonden aan de ambtenaar die aan het hoofd staat van de Regie voor Maritiem Transport. Deze brengt het ter kennis van de benoembare ambtenaren.

.../...

Artikel 3.-

De termijn voor het indienen van de kandidaturen wordt vastgesteld in het bericht van vacature.

Hij bedraagt ten minste tien en ten hoogste vijftien werkdagen. Hij gaat in op de eerste werkdag na de dag waarop de ambtenaar het bericht heeft geviseerd of na de datum van het postmerk.

Is de laatste dag van de termijn een zaterdag, een zondag, een wettelijke of een reglementaire feestdag, dan wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

De voor het indienen van de kandidaturen vastgestelde termijn wordt door de Secretaris-generaal of zijn gemachtigde voor dezelfde duur opnieuw opengesteld indien vaststaat dat een benoembaar ambtenaar door overmacht verhinderd is geweest om tijdig te solliciteren.

Artikel 4.-

De ondertekende en gedagtekende sollicitatiebrief vermeldt de naam, de voornamen, de graad van de kandidaat, het bestuur waartoe hij behoort en het ambt waarnaar hij dingt.

De sollicitatiebrief wordt rechtstreeks bij de Dienst Personeel van de Diensten van de Secretaris-generaal (Algemene Diensten) ingediend. Deze dienst geeft aan de ambtenaar een ontvangbewijs af".

.../...

Artikel 3 (dat de artikelen 5, 6 en 7 wordt).

Artikel 3 heft in de eerste plaats artikel 3, § 3, op van het ministerieel besluit van 14 december 1978.

Op te merken valt dat het ontworpen ministerieel besluit, dat de voorwaarden voor toekenning van de graden van rang 13 of van een hogere rang in de verschillende besturen van het Ministerie van Verkeerswezen vaststelt, zodoende ook nog de werkingssfeer verkleint van artikel 3, §§ 1 en 2, van het ministerieel besluit van 14 december 1978 daar deze bepalingen niet langer toepasselijk zijn bij vacature van een betrekking van rang 13 of van een hogere rang.

Om die wijzigingen duidelijk tot uiting te laten komen, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 6.- (1)

Artikel 3, § 3, van het ministerieel besluit van 14 december 1978 houdende bijzondere bepalingen om bij de Diensten van de Secretaris-generaal, het Bestuur van het Vervoer, het Bestuur der Luchtvaart en het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het Ministerie van Verkeerswezen te voorzien in de uitvoering van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, wordt vervangen door de volgende bepaling :

.../...

---

(1) De voorgestelde tekst zou artikel 6 worden omdat, zoals gebruikelijk is, eerst het oudste koninklijk besluit gewijzigd zou moeten worden.

"§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn niet meer van toepassing voor de toekenning van graden van rang 13 of van een hogere rang".

+

Artikel 4 van het ontwerp zou gepaard moeten gaan met de opheffing van artikel 1, § 2bis, van het ministerieel besluit van 14 september 1971, dat ingevoegd is bij het ministerieel besluit van 9 juli 1973. Die tekst bepaalt immers dat "de kennisgeving van de vakante betrekking gedaan (wordt) door de Secretaris-generaal of zijn gemachtigde, indien het de toekenning van een graad van een rang 13 of een hogere rang betreft" en in dat geval worden de kandidaturen rechtstreeks ingediend bij de Dienst Personeel van de Algemene Diensten.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 5.-

In het ministerieel besluit van 14 september 1971 tot vaststelling van de bijzondere bepalingen die bij het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart voorzien in de uitvoering van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel en van de besluiten die het gewijzigd of aangevuld hebben, wordt artikel 1, § 2bis, ingevoegd bij het ministerieel besluit van 9 juli 1973, vervangen door de volgende bepaling :

.../...

"§ 2bis. De paragrafen 1 en 2 zijn niet meer van toepassing op de bekendmaking van de vacatures en de toekenning van de graden van rang 13 of van een hogere rang".

+

Wat de laatste twee streepjes van artikel 3 betreft, zij erop gewezen dat melding zou moeten worden gemaakt van de wijzigingen die in de bijlagen van de ministeriële besluiten van 14 september 1971 en 14 december 1978 zijn aangebracht.

De laatste volzin van artikel 3, derde streepje, van het ontwerp luidt aldus :

> "Deze vermeldingen (vermeldingen die op de graden van rang 13 of van een hogere rang betrekking hebben) die krachtens artikel 41 van de wet van 1 juli 1971 houdende oprichting van de Regie voor Maritiem Transport toepasselijk zijn op de personeelsleden van deze Regie, blijven nochtans op hen van toepassing tot de Koning het statuut van deze personeelsleden zal vastgesteld hebben".

Artikel 41 van de wet van 1 juli 1971 houdende oprichting van de Regie voor Maritiem Transport bepaalt het volgende :

> "Tot op het ogenblik dat het statuut van het personeel van de Regie door de Koning is bepaald, is het statuut van het Rijkspersoneel toepasselijk op het personeel van de Regie, onverminderd evenwel de bijzondere statutaire regelen uitgevaardigd voor het personeel van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart".

.../...

Het ligt in de bedoeling van de Regering om het ministerieel besluit van 14 september 1971 op te heffen ten aanzien van het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart, maar het te handhaven ten aanzien van de personeelsleden van de Regie voor Maritiem Transport.

Krachtens artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut komt het de Koning en niet de Minister toe het statuut van de personeelsleden van de Regie voor Maritiem Transport vast te stellen.

De laatste volzin van artikel 3, derde lid, moet dus vervallen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 7.-

De vermeldingen betreffende de graden van de rangen 13 tot 16 worden opgeheven :

1° in de bijlage bij het ministerieel besluit van 14 september 1971 tot vaststelling van de bijzondere bepalingen die bij het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart voorzien in de uitvoering van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel en van de besluiten die het gewijzigd of aangevuld hebben, welke bijlage gewijzigd is bij de ministeriële besluiten van 20 juli 1972, 10 oktober 1972, 14 maart 1973, 9 juli 1973, 25 september 1974, 18 september 1978, 16 mei 1980, 24 september 1980 en 25 mei 1981;

2° in het ministerieel besluit van 14 december 1978, in de tabellen I tot IV, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 26 juli 1979 en 25 mei 1983".

.../...

BIJLAGE.

De bijlage bepaalt dat het verkrijgen, door verhoging in graad, van de graden van inspecteur-generaal en bestuursdirecteur geschiedt overeenkomstig artikel 39 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel.

De Raad van State, afdeling wetgeving, moge er alleen maar op wijzen dat de wettigheid van de bij artikel 38, eerste lid, van hetzelfde besluit aan de Minister verleende bevoegdheidsopdracht, welke opdracht ook voorkomt in het voormelde artikel 39, tweede lid, dat naar luid van het ontwerp zou worden toegepast, bestreden wordt in twee beroepen die momenteel aanhangig zijn bij de afdeling administratie van de Raad van State.

+

Het ontwerp verwijst ten aanzien van het bijzondere vereiste voor benoeming tot de graad van nautisch directeur, naar de bijlage bij het koninklijk besluit van 29 augustus 1969 houdende vaststelling van de hiërarchische indeling van de graden en van de loopbaan van het personeel van het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart, terwijl het ontwerp van koninklijk besluit dat door de Raad van State onder nr 15.763/2 is onderzocht, dat besluit bedoelt op te heffen.

+

Wat betreft het verkrijgen van de graad van vertaler-directeur door verhoging in graad, behoort de vermelding van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 te worden aangevuld met het opschrift van dat besluit : "betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen".

---

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre, président,
de Heren : kamervoorzitter, voorzitter,

H. ROUSSEAU, président de chambre,
kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseiller d'Etat,
staatsraad,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la
section de législation,

F. RIGAUX, assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr J.-M. DAGNELIE, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. TAPIE.